

COMMUNE DE ANSE
ARRETE DU MAIRE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT
AUTORISATION DE STATIONNEMENT PLACE DE LA REPUBLIQUE – SCCV

Le Maire de la Commune de Anse,

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2211-1 à L2212-5, L2213-1 à L2213-6,
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R411-25 et R417-10*

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,

Vu, la demande en date du 25 juillet 2025 de l'entreprise « SCCV LE CLOS DES CHÊNES » sise – 27 Rue Sainte Barbe – 69110 SAINTE FOY LES LYON, afin de stationner un véhicule de type « camion malaxeur » pour le coulage des chapes, Place de la République.

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ce déménagement, il y a lieu de réglementer le stationnement,

ARRETE

Article 1 :

Le jeudi 31 juillet 2025, un véhicule de l'entreprise SCCV est autorisé à stationner Place de la République au plus près de leur chantier, pour les besoins des travaux mentionnés ci-dessus.

Article 2 :

L'accès des propriétés riveraines devra être libéré en cas de besoin.

Une déviation pour piéton devra être mis en place pour prévenir le passage en face.

Article 3 :

Une signalisation appropriée conforme aux prescriptions ministérielles sera mise en place par l'entreprise. Elle est chargée, sous leur responsabilité, du contrôle, de la surveillance et de la maintenance de cette signalisation.

Dans le cas où des perturbations de la circulation proviendraient sur les voies publiques du secteur, les forces publiques pourront interrompre la validité de cet arrêté de façon temporaire ou définitive.

Article 4 :

Conformément à la délibération n° 130/2023 en date du 25 septembre 2023, l'occupation du domaine public est soumise à redevance depuis le 1^{er} janvier 2024.

Un certificat administratif sera établi à l'issue de votre chantier.

Vous recevrez ensuite une facture (un avis des sommes à payer) du Trésor Public à régler sous 30 jours.

La somme due est estimée à ce jour à 30€ (trente euros) soit 30€ par journée d'occupation pour le stationnement d'un engin de chantier inférieur à 16m² soit : 30€ x 1 = 30€

Veillez prendre contact avec la Police Municipale au 04.74.67.16.18 afin qu'elle puisse acter le début et la fin de votre chantier.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 :

Lors de l'achèvement du chantier, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

Article 6 :

M. le Maire, la Police Municipale, le Commandant de Brigade de Gendarmerie et l'entreprise SCCV sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ainsi fait et arrêté le 29 juillet 2025,
Le Maire,
Daniel POMERET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.